

Sommaire :

- P.1. Édito.
- P.2. Sorties, Conférences. Loi autonomie abandonnée. Vote FSU
- P.3-4. Appel Manifestation du 2 décembre.

Courrier des Retraités

Édito

Flambée des prix de l'alimentation, de l'énergie, des carburants..., tout augmente dans notre pays sauf les salaires ! C'est ce que disent avec force les salarié.es du public et du privé dans tous les secteurs d'activité. Les retraité.es dénoncent depuis longtemps l'insuffisance de la revalorisation de leurs pensions de retraite par rapport à l'inflation ainsi que son gel les années précédentes. Avec la nouvelle loi de l'assurance chômage, les demandeurs d'emploi vont subir de nouveaux reculs de leurs indemnisations quand ils y sont éligibles. Beaucoup de jeunes vivent en-dessous du seuil de pauvreté et dépendent de l'aide de leur famille, voire de la distribution de produits de première nécessité. Dans le même temps, les entreprises reçoivent des milliards d'euros d'aides sans aucune contrepartie ; les plus grandes réalisent d'énormes profits et octroient des dividendes élevés à leurs actionnaires. Cet argent doit servir à augmenter les salaires. Et dans la Fonction Publique, l'État doit montrer l'exemple en prenant des mesures générales de revalorisation.

La loi Grand Age annoncée depuis 2017, reportée à maintes reprises, qui aurait dû être dotée de 6 Mds € (rapport officiel Libault) a été abandonnée et remplacée par une dotation de seulement 400 M € inscrite dans le PLFSS pour 2022 (voir page 2).

Notre système de santé est à bout de souffle mais continue de se dégrader avec un manque criant de personnels qualifiés, des fermetures de lits et de services. Les discussions en cours sur la protection sociale complémentaire dans la Fonction Publique excluent les retraité.es de toute participation financière de leur ancien ministère de tutelle. Mais ces dernier.es subiront, sans doute, dès 2022 une augmentation de leur cotisation à leur mutuelle santé dont la MGEN.

Les services publics sont malmenés partout alors qu'ils jouent un rôle irremplaçable dans la lutte contre l'épidémie, contre l'isolement, pour l'accès à la culture... et qu'ils sont garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire.

Après une première mobilisation inédite le 1^{er} octobre où des dizaines de milliers de retraité.es se sont rassemblé.es partout pour manifester leur mécontentement, le gouvernement reste sourd à leurs revendications. Soyons nombreux.euses à les rappeler dans les rues de Paris lors de la manifestation nationale du 2 décembre à 13h30 (trajet Denfert-Rochereau – Invalides). Pour l'augmentation immédiate de nos pensions, pour la défense de notre système de santé, pour le développement des services publics et pour la défense de nos libertés.

Monique Daune et Robert Jacquin

Conférences

Lundi 6 décembre 2021

« Quand la crise sanitaire se conjugue avec la crise climatique il est temps de construire un nouveau monde »

avec Gilbert Ricard

14h30 au S4 (46 avenue d'Ivry 75013 Paris)

Lundi 10 janvier 2022

« RDA le pays disparu »

avec Nicolas Offenstadt

14h30 au S4 (46 avenue d'Ivry 75013 Paris)

Loi Autonomie abandonnée

La loi Grand Âge, promise au plus haut niveau de l'État, a été abandonnée au profit de quelques mesures du PLFSS* scandaleusement indigentes avec un financement limité à 400 M € quand le rapport Libault proposait de consacrer 6 Mds € à la politique de soutien à la perte d'autonomie.

Maintes fois reportée, la loi ne verra finalement pas le jour ! Un reniement qui en dit long sur l'attention portée par ce gouvernement aux personnes âgées alors que la situation dans les EHPAD est catastrophique et que le secteur de l'aide à domicile est en grande difficulté avec des personnels en nombre insuffisant, sous-rémunérés et soumis à de pénibles conditions de travail.

On nous annonçait, en échange, des mesures « fortes » dans le PLFSS pour 2022 mais le compte n'y est pas ! Certes un article rappelle les mesures du Ségur pour les agents publics exerçant dans le secteur médico-social mais les syndicats en ont dénoncé leur insuffisance pour faire face à la pénurie inquiétante de personnels. Certes un autre article instaure un tarif plancher national de 22 € par heure pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile mais ce plancher est très en-deçà des besoins et des demandes du secteur. Un autre article ouvre davantage les EHPAD sur l'extérieur pour en faire des centres d'appui des services à domicile mais aucune création de nouvelles places en EHPAD n'est prévue avant 2024 (avec un nombre de places créées par la suite qui dépasserait à peine les 2.000). On est loin de la grande loi dont les personnes en perte d'autonomie et leurs familles ont besoin de toute urgence.

Du 4 au 25 novembre 2021

Vote FSU

Chaque syndiqué émet plusieurs votes sur le même bulletin :

- 1- pour l'une des 5 listes d'orientation nationale.
- 2a- sur la globalité du rapport d'activité fédéral national (pour, contre, abstention, ou refus de vote),
- 2b- sur chacune des 2 fenêtres (choisir A ou B),
- 3- pour l'une des 2 listes d'orientation départementale.

Le matériel de vote par correspondance a été envoyé aux retraités le 4 novembre.

Si vous ne l'avez pas reçu, contactez-nous



Toutes et tous à Paris le 2 décembre 2021

pour les pensions, la santé et les Services publics

Le 1^{er} octobre, des dizaines de milliers de retraités et retraitées se sont fait entendre dans 164 rassemblements ou manifestations, mais cela n'a pas suffi, le gouvernement continue de rester sourd à leurs revendications et il poursuit sa politique antisociale.

Les prix flambent et les pensions sont bloquées, les moyens attribués à la santé et aux Services publics régressent, l'isolement des personnes âgées augmente... Nous sommes 17 millions, nous sommes une force ! Montrons-la le 2 décembre par une immense manifestation nationale à Paris

Augmentation des retraites, pensions de base et complémentaires

Comment payer les factures avec l'accélération de l'augmentation des prix, de 1,9% sur un an, qui affecte des secteurs indispensables comme l'énergie, l'alimentation, les transports ?

Depuis un an :

La pension de base n'a augmenté que de 0,4% ! Cette perte de pouvoir d'achat s'ajoute à celle des années précédentes avec le gel des pensions et même leur baisse de 1,7% en 2018 (hausse de la CSG).

La complémentaire a progressé de seulement 1%. En 10 ans, pour une inflation de 9,88%, la valeur du point a augmenté de 5,71% pour les employés (ARRCO), de 5,50% pour les cadres (AGIRC) !

Depuis 2014, nous avons perdu entre 10 et 12% de pouvoir d'achat, soit un mois de pension par an !

Sécurité sociale – santé – autonomie

Toute la population l'a vécu pendant la pandémie : la protection sociale est un bien essentiel, elle « n'a pas de prix ». Et pourtant elle est de plus en plus attaquée. La disparition de 115.000 lits en 25 ans dans les hôpitaux et de 100.000 postes de soignants en 8 ans a créé une situation catastrophique, avec son lot de drames, surtout pour les retraités qui ne sont pas jugés prioritaires. Et la même politique se poursuit en ce moment !

Qui a promis une loi Grand-Âge pour permettre à la population de bien vieillir ? Elle est urgente, il y aura 100.000 personnes âgées de plus en 2030, mais elle vient d'être abandonnée et les quelques mesures pour 2022 restent bien loin de répondre aux besoins :

- **Seulement** 0,4 milliard d'euros à comparer aux 6 milliards prévus pour 2024 par l'officiel rapport Libault.
- **Seulement** un peu plus d'un emploi par Ehpad dans 5 ans, très, très loin d'une personne par résident !
- **Bien trop peu** pour les personnels de l'aide à domicile, renvoyés à une promesse de négociations.
- Rien sur le très onéreux reste à charge,

Services publics

Les Services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie. Nous avons besoin, de plus en plus avec l'âge, de services de proximité, avec du personnel en nombre et formé, garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire, garants d'un accès pour tous partout. Les difficultés s'accumulent pour l'accès au logement, aux transports, à l'énergie, au bureau de poste, à la trésorerie, au numérique, ...

Les Services publics et le lien social sont indispensables ! Le baromètre annuel de l'association Les Petits Frères des Pauvres confirme que 6,5 millions de personnes âgées se sentent seules fréquemment et que 530.000 sont « *en situation de mort sociale* », sans aucun contact social, amical ou familial, soit 77 % de plus en quatre ans.

Recréer du lien social, bien vivre sa retraite, c'est aussi au travers l'accès aux loisirs à la culture. C'est pourtant ce que l'on abandonne en premier quand les moyens de subsistance ne sont pas suffisants. Cela renforce l'isolement des retraités.

Jeudi 2 décembre 2021, montrons notre force !
Manifestation nationale des retraitées et retraités

Pour :

- **L'augmentation immédiate des pensions** de base et complémentaire et leur indexation sur l'évolution des salaires. Pensions de réversion attribuées sans conditions de ressources ni d'âge, améliorées afin de garantir le niveau de vie du/de la conjoint·e survivant et son extension aux couples pacsés, aux concubin·es.
- **La défense de notre système de santé** et de retraite, porté par une Sécurité sociale financée par les cotisations sociales et basée sur la solidarité intergénérationnelle. Un grand Service public de la prise en charge de l'autonomie géré par l'assurance-maladie, avec 200.000 embauches dans les EHPAD et 100.000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

- **La défense et le développement des Services publics** de proximité sous contrôle et maîtrise publique. Le maintien et le développement des contacts sociaux, des commerces et services de proximité. La lutte contre l'isolement pour une retraite digne et paisible.

- **La défense de nos libertés** individuelles et collectives.

Le Président de la République, son gouvernement et le patronat doivent enfin entendre les retraités.

Rendez-vous : 13h 30
DENFERT-ROCHEREAU
en direction des Invalides